

CE MONDE QUI BOUGE

La Syrie de nouveau fréquentable !

Pour une fois, les images de la télévision syrienne n'étaient pas trompeuses. L'ambiance bon enfant, plutôt chaleureuse, régnant entre Syriens et Américains, avec d'un côté Bachar al-Assad et ses collaborateurs et de l'autre l'émissaire américain George Mitchell, dont c'était la deuxième visite à Damas, n'avait rien de démagogique.



Par Hassane Zerrouky

Mieux, c'est à Damas, et non au Caire, que le ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner, a présidé la Conférence régionale des ambassadeurs français ! Ainsi, après une traversée du désert qui a duré cinq ans (2005-2009), la Syrie est redevenue fréquentable.

Pourtant, ce pays était accusé par l'Amérique de Bush de servir de base arrière aux éléments d'Al-Qaïda activant en Irak, de laisser les djihadistes en provenance de divers pays transiter par Damas voire même de les soutenir, de déstabiliser le Liban et, pis, d'être l'allié de Téhéran dans la région !

La Syrie était alors dans le collimateur de l'Administration Bush qui n'excluait pas, une fois qu'elle en aurait fini avec l'Irak, de renverser le régime de Bachar al-Assad, classé alors parmi les pays de «l'axe du mal» ! Pis, pour Washington mais aussi Paris, l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafik Hariri constituait un fait aggravant pour le régime syrien suspecté, sans preuves, d'en être l'instigateur.

Le Caire et Riyad, alliés de Washington, pour qui Damas constituait un rival à leur hégémonie régionale, ne rataient pas une occasion pour alimenter les suspicions occidentales à l'égard du régime baathiste, et ce tout en soutenant, en sous-main, la branche syrienne des Frères musulmans qui se proposent d'instaurer un Etat islamique en Syrie.

Or, à l'instar du Liban, la Syrie est un Etat multi-confessionnel où l'Islam n'est pas la religion de l'Etat et où les sunnites, majoritaires, cohabitent avec les alaouites, les chiïtes, les druzes et les diverses communautés arabes chrétiennes. On peut aisément imaginer dès lors les conséquences que provoquerait l'arrivée des islamistes au pouvoir : une guerre civile à la libanaise ! Israël, qui a compris tout le profit à tirer de cette situation, œuvre pour le renversement du régime de Bachar al-Assad et l'implosion de la Syrie en une myriade de micro-Etats confessionnels.

Sous prétexte d'instaurer la démocratie, George Bush et les néoconservateurs qui le savaient, poussaient dans cette direction, avec la caution de l'Arabie saoudite et de l'Egypte !

Depuis 2008, la situation a radicalement changé. La Syrie n'est plus boycottée diplomatiquement. Paris a nommé un ambassadeur. Washington va le faire incessamment.

Suivant l'exemple américain, l'Arabie saoudite va dépêcher un ambassadeur. Le fait que la Syrie ait décidé d'établir des relations diplomatiques avec le Liban, pays dont elle n'a jamais voulu reconnaître l'existence en tant qu'Etat indépendant, a sans doute modifié l'image du régime de Bachar al-Assad.

Le nouveau Premier ministre libanais, Saïd Hariri, a fait le voyage à Damas...

En réalité, les capitales occidentales, Washington en tête, sont parvenues à la conclusion que Damas est incontournable pour toute solution de sortie de crise régionale. Certes, le fait de courtiser la Syrie n'est pas dénué d'arrière-pensées : les Etats-Unis n'ont pas renoncé à casser l'alliance entre Damas et Téhéran, à isoler l'Iran en cas d'aggravation de la crise sur la question du nucléaire iranien.

Tout comme ils escomptent amener le régime syrien à assouplir sa position à l'endroit de son opposition. Car en matière de respect des libertés et des droits de l'homme, le régime syrien a beaucoup de chemin à faire. Et c'est le moins qu'on puisse dire !

H. Z.

N B : en raison des vacances, la chronique ne paraîtra pas le jeudi 6 août. Elle reprendra le 13 août.

HONDURAS

Les États-Unis augmentent la pression sur le gouvernement

Washington a augmenté la pression sur le gouvernement de facto au Honduras, un mois jour pour jour après le coup d'Etat qui a renversé Manuel Zelaya, en révoquant mardi les visas diplomatiques de quatre de ses membres, un geste immédiatement salué par le président déchu.

Les Etats-Unis, qui ont déjà suspendu leurs crédits militaires et menacé de couper le reste de leur aide au Honduras pour protester contre le coup d'Etat, procèdent actuellement au «réexamen des visas diplomatiques» de tous les membres du gouvernement de facto et de leurs familles, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Ian Kelly.

«Nous avons déjà révoqué les visas diplomatiques de quatre personnes», a-t-il ajouté, sans donner les noms des membres du gouvernement de facto concernés.

M. Zelaya, qui réclamait cette mesure depuis plusieurs jours, s'est réjoui de la suspension des visas de «cette élite putschiste», à l'antenne de la radio hondurienne Radio Globo, l'un des rares médias locaux critiques à l'encontre du gouvernement de facto.

«Nous recevons des victoires de Dieu et du peuple, tandis qu'eux subissent des défaites», a ajouté le président destitué, toujours installé au Nicaragua à quelques



Photos : DR

Manuel Zelaya.

encablures de la frontière avec son pays. M. Kelly a souligné que les responsables concernés par la mesure avaient obtenu leurs visas en tant que membres du gouvernement Zelaya mais qu'ils travaillaient désormais pour l'administration du président de facto du Honduras, Roberto Micheletti. «Nous ne reconnaissons pas Roberto Micheletti comme président du Honduras», a souligné M. Kelly. «Nous reconnaissons» M. Zelaya, a insisté le porte-parole.

Parmi les personnes concernées par la mesure américaine figure Tomas Arita, magistrat de la Cour suprême du Honduras, qui avait signé le mandat d'arrêt contre M. Zelaya, selon

la vice-ministre des Affaires étrangères du gouvernement de facto, Martha Lorena Alvarado.

La justice avait ordonné l'arrestation du président en raison notamment de sa volonté d'organiser une consultation populaire qu'elle jugeait «illégitime». Elle était destinée à réformer la Constitution pour supprimer la règle interdisant à un président de se représenter à la fin de son mandat.

«Nous allons presser l'Union européenne de prendre des mesures similaires», a déclaré le ministre espagnol des Affaires étrangères Miguel Angel Moratinos, à propos de la décision américaine.

«Nous allons parler avec nos amis américains

pour coordonner et renforcer les mesures que nous pouvons prendre pour atteindre cet objectif (le retour de M. Zelaya au Honduras)», a-t-il ajouté lors d'une visite au Venezuela. La communauté internationale a unanimement critiqué le coup d'Etat du 28 juin et de nombreuses voix ont appelé à une solution pacifique à la crise, après l'échec de la dernière tentative de médiation du président du Costa Rica, Oscar Arias.

Le Congrès du Honduras continuait mardi à examiner la dernière proposition de M. Arias, dite «Accord de San José», même si les autorités de facto en rejettent toujours le point central, le retour au pouvoir de M. Zelaya.

RÉFORME DE LA SANTÉ

Obama exprime sa frustration

Le président américain Barack Obama a exprimé mardi une certaine frustration devant les résistances aux efforts qu'il mène pour réformer le système de santé.

«Je ressens parfois un peu de frustration parce nous sommes dans une de ces situations où il est évident que le système ne marche pas pour un trop grand nombre de gens alors que nous pourrions faire mieux que cela», a dit M. Obama.

Le président s'exprimait au moment où son grand projet de réforme est freiné au Congrès par l'opposition de ses adversaires républicains, mais aussi par les divisions au sein du camp de ses amis démocrates. M. Obama se prêtait à une nouvelle ren-



Son projet de réforme freiné.

contre avec le public, sous la forme d'une téléconférence, pour expliquer la

nécessité et les avantages d'une telle réforme, et surtout pour dissiper les

inquiétudes que suscite ce projet et que ses adversaires ne se privent pas d'aviver.

Il s'est dit confiant dans les chances d'aboutir à la réforme d'un des systèmes de santé les plus chers au monde, il a réaffirmé que les Etats-Unis n'avaient jamais été aussi près d'une réforme sur laquelle ses prédécesseurs se sont cassés les dents.

Mais il a paru tenté de jouer l'opinion contre le Congrès, dans un pays où 46 millions de personnes seraient dépourvues de couverture santé : «Franchement, si nous faisons les choses comme il faut, tout ce que nous ferons, ce sera donner aux Américains la même option que celle qu'ont les membres du Congrès actuellement.»